

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'Institut a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- | | | | |
|-------------------------------------|---|-------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Coloured covers /
Couverture de couleur | <input type="checkbox"/> | Coloured pages / Pages de couleur |
| <input type="checkbox"/> | Covers damaged /
Couverture endommagée | <input type="checkbox"/> | Pages damaged / Pages endommagées |
| <input type="checkbox"/> | Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée | <input type="checkbox"/> | Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées |
| <input type="checkbox"/> | Cover title missing /
Le titre de couverture manque | <input checked="" type="checkbox"/> | Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur | <input type="checkbox"/> | Pages detached / Pages détachées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) | <input checked="" type="checkbox"/> | Showthrough / Transparence |
| <input type="checkbox"/> | Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur | <input checked="" type="checkbox"/> | Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Bound with other material /
Relié avec d'autres documents | <input type="checkbox"/> | Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire |
| <input type="checkbox"/> | Only edition available /
Seule édition disponible | <input type="checkbox"/> | Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées. |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure. | | |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Additional comments /
Commentaires supplémentaires: | | Continuous pagination. |

LE BOURRU,

JOURNAL A L'USAGE DES GENS DE BELLE HUMEUR.

LA SITUATION.

III

OUTAOUAIS vient d'être déclaré la capitale des Canadas, par une majorité de cinq voix; et comment cette majorité a-t-elle été obtenue? Les ministres ont fait croire aux députés de Québec, que quand même Outaouais serait choisi par une forte majorité, cette ville ne posséderait jamais le siège du gouvernement, et que dans l'espace des quatre années d'abondance que Québec doit avoir, la grande question de la confédération des provinces, changera la face des événements. Comme si cette question devait être résolue en un clin-d'œil, lorsque les autres provinces en ont à peine entendu parler.

Il est désolant que nos députés soient si crédules. Pensent-ils que les chances pour Québec leur reviendront à tout propos? Et quand nous aurions cette confédération, croient-ils que les députés du Nouveau Brunswick, de l'Île du Prince Edouard et de Terre Neuve, changeront la décision de sa majesté pour le bon plaisir de telle ou telle ville? Auront-ils intérêt à ce que ce soit telle ville plutôt que telle autre qui soit la capitale des provinces confédérées. Pensent-ils que quelques lieues de plus ou de moins à faire, surtout avec des moyens de communication aussi faciles, soient des raisons suffisantes pour les engager à annuler la décision soutenue par l'exécutif et acceptée par les chambres de cette province.

L'idée d'une union fédérale a fait sacrifier Québec par ses propres députés, par ceux qui devraient avoir le plus d'intérêt à ce que le *Siège du Gouvernement* y fût fixé pour toujours. Nos ministres ont déclaré, avec toute l'humilité possible, dans leur première lettre au Secrétaire d'état pour les colonies, "qu'il s'est élevé de graves difficultés à conduire le gouvernement du Canada,

de manière à satisfaire, comme il conviendrait, aux désirs de sa nombreuse population." Voilà une vérité qui fait peu d'honneur à ceux qui sont chargés de gouverner la colonie, et pour notre part, nous croyons que ces "graves difficultés," ont été créées par ceux là-même qui se plaignent d'être incapables de satisfaire "aux désirs" du peuple. Certes le peuple n'a pas lieu non plus d'être bien satisfait, lorsqu'il se voit pillé par ceux en qui il avait mis sa confiance, lorsqu'il les voit établir des lois favorisant le riche au préjudice du pauvre, lorsqu'il se voit méprisé par celui qui est envoyé pour faire son bonheur en rendant, autant que possible, les intérêts communs. Les Bas-Canadiens et les Québécois surtout, ont bien droit de se plaindre de ce qu'on les ait négligés.

Comme l'ont dit les députés à Sir Ed. L. B. Lytton, "lors de la passage de l'acte d'Union, le Bas-Canada possédait une population beaucoup plus considérable que le Haut-Canada." Ils auraient pu ajouter aussi que le Bas-Canada était prospère, et qu'il fut obligé de payer la dette du Haut-Canada; et que, si la population du premier est maintenant moindre que celle du second, c'est parce que depuis l'union, presque tous les gouvernements ont travaillé contre l'intérêt de la race inférieure, et que pas un seul ne s'est réellement occupé à détruire les causes de cette émigration qui désole ceux dont les sentiments sont nobles et désintéressés, et par ce moyen à soutenir les deux provinces sur un véritable pied d'égalité.

Si la section Ouest réclame maintenant une représentation proportionnée à son nombre, ce sont nos différents gouvernements qui sont la cause de cette injustice.

Les moyens d'arrêter l'émigration

étaient et sont encore faciles; cependant qu'ont fait nos ministres, que font-ils pour encourager la colonisation dans le Bas-Canada? Rien ou du moins pas assez pour encourager la jeunesse Canadienne à défricher ces terres fertiles, seul moyen de les retenir au pays.

Comment veulent-ils que le peuple soit satisfait de leur administration, lorsqu'ils sont la cause du dépérissement de la province, lorsqu'ils sont la cause du deuil de tant de familles? Vous sentez la nécessité de trouver un remède à cet état de chose, et bien, ce remède, il est entre vos mains; gouvernez avec honnêteté et désintéressement, pensez que vous n'êtes pas là pour faire votre fortune, mais bien pour faire le bonheur du peuple. Lorsque vous serez ce que vous devez être, ce que doivent être des hommes placés à la tête d'un gouvernement, alors le fonctionnement de notre système constitutionnel sera "paisible et harmonieux; alors vous sentirez s'adoucir des sentiments qui s'aigrissent chaque jour au milieu des contentions des partis politiques."

"Le gouvernement du Canada n'a pas la prétention de représenter les sentiments des autres provinces," disent les députés. Nous n'avons pas non plus, nous, la prétention de vous les représenter; mais si nous pouvions donner un conseil aux gouvernements de nos sœurs-colonies, ce serait d'étudier en quel état sont nos finances, d'examiner où nous en sommes rendus avec cette politique d'hommes qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre leur position. Si la situation politique des autres provinces de l'Amérique du Nord est bonne et soutenable, nous leur conseillerions aussi de ne pas risquer à payer la dette terrible des Canadas.

NOUVELLES POLITIQUES.

Nous disions, dans notre dernier numéro que Québec avait été sacrifié au caprice d'un ministère qui veut à tout prix se maintenir au pouvoir. Nous n'avons eu malheureusement que trop raison, car les nouvelles qui nous viennent du Parlement, et les diverses opinions que nous avons recueillies çà et là, sont peu propres à modifier nos idées à l'adresse de quelques uns de nos députés, qui n'ont pas eu honte de donner au pouvoir une victoire qui nous sera fatale. C'est folie à nous de chercher nos ennemis dans le Haut-Canada, nos ennemis les plus acharnés, les plus dangereux sont dans nos propres rangs. Pour avoir cru trop facilement aux promesses trompeuses du Pouvoir, nous craignons que ces hommes serviles nous aient fait une bien triste position. L'atmosphère royal que M. Cartier à eu l'honneur de respirer pendant quelques jours au château de Windsor, nous a valu cet état de chose. Jusque là, forts de la déclaration formelle du gouvernement, nous pouvions espérer que la question du siège du gouvernement resterait une question ouverte. Mais, hélas ! c'était une vaine illusion, le chef du ministère nous est venu d'Europe, tout transformé, et les choses ont changé de face. Encore tout ému des sourires gracieux de notre charmante Souveraine M. Cartier a dit qu'il fallait de toute nécessité maintenir le choix d'Outaouais, fallut-il mourir à la peine. Votez pour Outaouais a-t-il dit aux députés mercenaires de Québec et vous aurez le siège du gouvernement pour quatre ans. Et nos députés, leurrés par ces promesses, ont prêté leur appui au ministère et ont consacré le principe du gouvernement fixe. Aujourd'hui, néanmoins, certaines rumeurs viennent détruire peu à peu nos illusions. Il paraîtrait que la translation du siège du gouvernement à Québec n'est pas encore passée dans le domaine de la certitude.

L'adresse est votée, comme on le sait, et le ministère va se reposer tranquillement sur ces lauriers. Pensera-t-il à remplir cette promesse faite sous le coup d'un danger sérieux ? Dieu le sait.

Quant à nous, nous pensons que le gouvernement aura bien d'autres entraves à rencontrer et qu'il ne se fera aucun scrupule de sacrifier Québec sous quelque prétexte d'économie. Nous souhaitons avoir montré le pire côté de la médaille ; mais pour le moment nous ne pouvons changer nos idées, ce que nous voyons autour de nous, nous force à parler de la sorte. Plaise à Dieu que ces plaintes exhalées sur le sort de notre pays puisse réveiller l'apathie du peuple et lui faire écraser les vipères qu'il a réchauffées dans son sein.

S'ARRANGERONT-ILS ?

Nos lecteurs n'ignorent pas que depuis longtemps le Gouvernement des États-Unis et principalement le vieil habitant de la Maison Blanche portent des regards avides sur l'Isle de Cuba, la plus belle et la plus riche des colonies espagnoles. De son côté, l'Espagne désirerait avoir la possession d'un certain lot de terre appelé Key-Wesk.

On parle aussi, dans le Congrès, d'acheter à beaux deniers toutes les possessions anglaises de l'Amérique du Nord. Ce n'est pas tout, lecteurs, l'Angleterre ne veut pas rester en arrière dans ce trafic territorial. Elle prétend acheter le Maine. Cette manière d'agrandir son territoire est toute pacifique et vaut mieux, sans contredit, que la conquête par les armes. Cependant il nous semble qu'il n'est pas bien juste de forcer des fidèles sujets à vivre sous d'autres lois et sous un gouvernement qui leur sont souvent antipathiques.

Il pourrait bien arriver aussi que toutes ces belles apparences de paix et d'amitié, prendraient une teinte un peu plus foncée, du moins si nous voulons en croire quelques journaux qui assurent que, du moment que le Congrès aura voté les 30 millions pour acheter l'Isle de Cuba, l'Ambassadeur espagnol demandera ses passe-ports.

LE PRO-MAIRE.

Nos lecteurs ne devront pas être surpris si quelque bon jour nous leur annonçons que Mr. George Hall s'est fait capucin. Ne voilà-t-il pas qu'il se mêle

de discuter Théologie et qu'il s'est fait apôtre, et a prêché devant un assemblément qu'il fit pour protéger Mr. Chiniquy.

Le Pro-Maire, le premier magistrat de la ville, celui qui doit veiller à ce que la paix publique ne soit pas troublée, faire des rassemblements sous le prétexte qu'il doit protéger un étranger, et dans ce rassemblement insulter à ceux à qui il doit enseigner le savoir vivre, l'obéissance aux lois, n'est-ce pas désoleant !

Nous croyons que cette conduite du Pro-Maire a été désapprouvée non seulement des Catholiques ; mais aussi de tous les protestants honnêtes et amis de la paix.

Si par cette action il a cru irriter les Catholiques, nous pouvons lui assurer qu'il ne s'est tout au plus qu'attiré leur pitié.

Nous aimons mieux croire que Mr. G. Hall a agi en cela plutôt avec irréflexion qu'avec malice. S'il a agi avec malice, nous méprisons souverainement son attaque, et si c'est avec irréflexion, nous lui pardonnons, car nous le savons d'un caractère assez emporté.

Pour que sa témérité lui serve de leçon, nous extrairons du *Courrier du Canada*, l'anecdote suivante, que nous lui conseillons d'apprendre par cœur :

“ Le célèbre et facétieux Swift, ministre anglican, fit un jour, en riant, une excellente réponse, dont nous recommandons la méditation à notre concitoyen M. Hall.—Un trop zélé protestant annonçait à Swift, avec une grande joie, qu'un prêtre catholique interdit et excommunié par son évêque s'était fait protestant :”

—“ C'est un bon tour joué au Pape, ajoutait-il.”

—“ Au contraire, répliqua Swift, c'est un bon tour que nous joue le Pape, il nettoie son jardin et jette ses mauvaises herbes dans le nôtre.”

LE GRAND JURY.

Nous avons lu l'adresse du grand Jury. Nous y voyons qu'il a compris la noblesse de sa tâche ; aussi s'en est-il acquitté avec une scrupuleuse impor-

tialité, jetant le blâme sur l'officier négligent, et donnant des louanges à celui qui a fait son devoir.

Après avoir parlé de cette classe vile et abjecte qui séjourne aux alentours de notre cité pendant l'été, il suggère l'établissement d'une cour de police à la Basse-ville, "afin, dit-il, de ne pas traîner les marins, qui ne sont pas criminels jusqu'à la haute-ville." Cela est parfaitement juste.

Les remarques sur la commission des chemins à barrières ne sont pas sans justesse ; car les taux se trouvent de beaucoup augmentés, et cependant les chemins sont en mauvais ordre.

Il se plaint, avec droit, de ce que les portes de la cité sont trop exigües. Il y a déjà longtemps que cette plainte est faite, cependant l'on continue toujours à nous faire passer par ce trou qu'on appelle la porte St.-Jean. Les autorités militaires devraient se rendre au vœu de la cité. A toutes les heures de la journée il y a toujours, à la porte St.-Jean, quelques voitures qui attendent pour passer.

Le grand Jury nous parle aussi du tort que causent aux négociants les officiers publics dont le salaire ne peut être saisi, et demande que ce salaire soit saisissable. Nous nous joignons à lui pour protester contre un tel abus. Il est de fait reconnu que ce sont les officiers les mieux salariés qui payent le plus mal. Il y a cependant de nobles exceptions.

Le grand Jury a visité la prison du district, l'asile de Beauport, l'Hôpital de la marine, et il n'a que des paroles de louanges et d'honneurs à dire aux officiers chargés de la direction de ces établissements.

Il a aussi visité le bureau de Poste où il a tenu une enquête ; mais ce n'est plus le même langage qu'il tient vis-à-vis de cet établissement. Voici ces propres paroles : Et (le G. J.) regrette d'avoir "à dire que les affaires y sont transigées de la manière la plus négligente et la plus insatisfaisante.

Dans un autre paragraphe : "Le maître de la poste a été très négligent à s'acquitter de ses devoirs avant le

"mois de novembre dernier, en ne surveillant pas le bureau avec assez de précautions."

Eh ! bien, messieurs de la *Chronicle*, qu'en dites-vous, vous qui n'aviez pas d'expressions assez fortes pour condamner un honnête citoyen accusé injustement ?

Que dites-vous de l'adresse du Grand Jury qui trouve en défaut votre bien-aimé maître de Poste, et demande la réinstallation de M. Marchildon ?

Le Grand Jury recommande un plus grand nombre d'employés dans le bureau de poste et demande l'augmentation du salaire de certains députés maîtres de poste ; que chaque officier soit responsable de son département ; une batisse plus commode ; enfin, il termine son adresse en demandant que les grands jurés soient rémunérés comme le sont les Petits Jurés.

UN GANT.

Il y a à peine trois semaines, le Rédacteur de *l'Observateur* frappait à droite et à gauche sans même prendre le temps de regarder si ses coups étaient bien appliqués. C'était un véritable Thibault du Pont, *Chourinant* avec son épée de six pieds. Mais depuis l'apparition du *Bourru*, un changement subit s'est fait immédiatement sentir dans la rédaction de *l'Observateur*. On dirait que le *Bourru* lui a fait peur. Vous avez tort, confrère, le *Bourru* est l'ami de tout le monde, et principalement le vôtre. C'est pourquoi, il travaille à vous inculquer quelques bonnes manières que vous ignorez encore.

"Qui aime bien, châtie bien," dit le proverbe ; et nous allons lui donner raison encore cette fois. Car c'est uniquement par un excès d'amour pour vous, Citoyen, que nous vous taquinons un petit tant soit peu. Nous vous appliquons le plus amicalement possible la peine du talion. Avec cette exception près, que jamais le *Bourru* ne fournira à ses lecteurs des calomnies du genre de celles dont nous gratifie *l'Observateur* régulièrement de huitaine en huitaine. Nous serons bien, par exemple, un peu médisant à l'égard des incartades du

Citoyen, car nous tenons fort à le faire connaître au public dans son grand jour. Aussi, comme nos lecteurs savent tous que la vérité choque, ils ne devront pas être surpris si quelque jour Mr. de la Pochette reprenait la vie militante. Prions le Seigneur que cet heureux temps arrive bientôt, et dans ce temps là, les choses, au lieu de tourner au pathétique, deviendront toutes drolatiques et le Sieur de la Pochette se fera tant et si bien étriller qu'il se verra contraint de mettre bas les armes et de passer sous les Fourches Caudines, en fredonnant :

"Dors, veau, revient de la guerre."

HUMANITÉ ANGLAISE.

On sait qu'une chasse magnifique devait avoir lieu cet après-midi sur deux Caribous, pris vivants dans les bois de St. Féréal. Tout le monde attendait ce jour avec la plus grande avidité, les chasseurs en renommée avaient déjà préparé leurs fusils, fiers de pouvoir montrer leur habileté au grand jour Samedi dernier, une annonce dans les journaux est venue faire évanouir tous les espérances et tous les projets. MM. Gosselin et Larue, chargés des apprêts de la fête ont annoncé en deux mots que la chasse n'aurait pas lieu sans en donner la raison. Cette raison, nous l'avons vue dans une toute gentille correspondance qui a paru dans la *Chronicle* de samedi. Il paraît que quelques *English Men*, s'étant épris d'une affection subite pour ces deux pauvres Caribous, ont cru devoir éveiller l'attention de l'autorité sur cet acte de barbarie. En effet quelle inhumanité de tuer ainsi deux quadrupèdes sans défense et liés par une corde. Hommes sans entrailles, qui avez eu la pensée d'une pareille boucherie, vous auriez mérité que cette corde qui devait retenir les deux Caribous, servit à vous pendre, c'est le scandalized man de *la Chronicle* qui vous le dit !! Canadiens, vous devriez rougir d'être si peu avancés en fait de civilisation. Les anglais vous donnent ici une belle leçon d'humanité. Apprenez, par cet exemple, à respecter à l'avenir la grande famille des Caribous. Les

anglais seront donc toujours vos supérieurs même quand il s'agira de bêtes sauvages. Votre grand tort, nous croyons, c'est de n'avoir pas commencé par reconnaître l'origine de vos deux Caribous. Quelques minutes consacrées à cette étude vous auraient épargné tous ces désagréments.

HÉRACLITE ET DÉMOCRITE.

Nous lisons dans le dernier numéro de *l'Observateur* :

“Voici encore une numéro furieusement grave! Que voulez-vous, pendant les derniers huit jours nous avons vu couler tant de larmes de crocodiles, que nous avons été obligé de cesser de rire. Aujourd'hui, tout le monde est comme Héraclite, au prochain numéro Démocrite reviendra.”

Ma foi! confrère ça ne serait pas mal-à-propos, car votre journal est depuis quelques temps furieusement grave.” Il faut que la lune ait eu cette fois une influence maligne sur votre cerveau.

Vous ordinairement si jovial, et qui aviez toujours le mot pour rire, vous tellement changé que vos plus grands amis Baby, Marois, Gauvreau et autres ne vous reconnaissent plus du tout. Seriez-vous jaloux de votre confrère, le *Bourru*. Ca serait mal! est-ce de sa faute s'il est rédigé avec plus de bon sens et de savoir-vivre que votre *Observateur*. Vous préféreriez sans doute que les hommes du *Bourru* fussent aussi sots que vous l'êtes. Mais vous saviez bien nous demander l'impossible, et que l'on trouverait difficilement dans tout le Canada, un sot de votre capacité.

Mr. Dors, veau, promet de nous faire rire dans son prochain numéro, nous avons hâte de voir cela, car nous connaissons notre ami pour être d'un caractère furieusement gai, témoin, toutes les espiègleries, ainsi que les petites malices qu'il a fait souffrir à Baby, Langevin, Gauvreau, Marois, Simard, Rhéaume et autres.

Le dernier *Observateur* nous donne très peu de chose de son Rédacteur, en exceptant cependant son intéressante

lecture, œuvre encore inédite. Dans cette lecture, il y a d'excellentes et curieuses choses: par exemple quand il fait mouiller l'envoyé de Sa Majesté François 1er dans le fleuve St. Laurent.

Il nous apprend encore que depuis ce temps-là, les choses ont bien changé en Canada. Oui, confrère, oui, les choses ont furieusement changées et les hommes aussi! car il faut être de bon compte et avouer franchement que tous sauvages qu'ils étaient, les habitants du Canada avaient encore plus d'esprit naturel et de bonnes manières que vous, mon cher Michel, qui êtes encore plus sauvage que le sauvage le plus sauvage du Canada.

BAL MILITAIRE.

Un bal militaire donné sous le patronage des Officiers des Milices Volontaire et Sédentaire, doit avoir lieu Vendredi le 4 Mars prochain, à la Salle Musicale. La Salle sera magnifiquement décorée, et nous espérons que les Officiers Canadiens-Français veilleront à ce que le drapeau Français fasse partie des décorations. Ce sera pour la première fois que les miliciens auront une occasion favorable pour se connaître, et il faut espérer qu'il ne la manqueront pas. Nous félicitons cordialement celui qui a eu le premier l'heureuse idée de cette fête militaire.

Les cartes d'admission se vendent une piastre. On peut s'en procurer en s'adressant aux Officiers de la Milice Volontaire.

LE CLUB DRAMATIQUE DES TYPOGRAPHES.

Il ne faut pas oublier que c'est Jeudi prochain, le 24, que les Clubistes nous donne une nouvelle représentation, à la Salle Musicale.

Nous espérons qu'ils auront salle comble. Le profit de la soirée sera versé dans la caisse des pauvres. C'est un moyen assez agréable de faire la charité. Les assistants seront donc doublement satisfaits de la soirée.

Le prix d'admission est d'un écu. Les cartes sont en vente chez tous les libraires de cette ville.

CORRESPONDANCE.

M. M. les Collaborateurs,

“Depuis longtemps notre localité est le théâtre de divisions intestines qui ne peuvent que lui faire tort et nuire considérablement à son progrès. Le parti battu à la dernière élection fait tout ce qu'il peut pour entraver les mesures sages que prend le Conseil Municipal actuel. Tous les moyens lui sont bons: mensonges et colomnies tout est employé pour faire perdre au Conseil la confiance dont les citoyens l'ont honoré, il y a un an.

“Cette conduite déloyale est préjudiciable aux intérêts de cette localité, et il serait temps d'y apporter un remède efficace, et de faire justice de ces hommes qui emploient toute sorte de moyens pour faire triompher leurs opinions. Ces quelques hommes n'ayant pu, à la dernière élection, faire élire des conseillers de leur choix, se vengent de leur mieux en profitant de toutes les occasions, pour causer de nouvelles querelles. Grâce à leur menées, l'ancien conseil n'a jamais consenti à rendre compte des argents qu'il avait entre les mains. Et voilà déjà un an de cela et rien n'avance. Pensent-ils ainsi garder les deniers qui appartiennent au public? ces deniers forment, me dit-on, un montant de près de quarante louis.

“Ils ont fait tous leurs efforts pour faire désapprouver le régleme empruntant \$100,000 (quoiqu'ils eussent été d'abord en faveur,) seulement parce que ce régleme venait d'un conseil qui n'a pas l'avantage de leur plaire.

“L'autre jour, quelqu'un défendait aux gens de donner leurs noms aux évaluateurs, disant que le rôle qu'ils font maintenant n'est pas nécessaire pour donner droit de voter aux élections. Il faut être de mauvaies foi ou doué d'une ignorance crasse pour affirmer de pareilles choses. J'espère que les citoyens de St. Sauveur ne se laisseront pas influencer par tous ces conseils trompeurs et sauront déjouer les fourberies de ces hommes qui veulent les perdre.

“Si vous le permettez, je reviendrez encore sur ce sujet.

“St. Sauveur.”

CONDITIONS.—On s'abonne chez Mr. P. Lamoureux, rue Lamontagne, on payant 50 cents par six mois et d'avance. Toutes lettres et correspondances doivent être adressées *fran-ches* de port, adressées comme suit: [Pour le *Bourru*, boîte No. 134, Bureau de Poste.]